

# WARBORN IN THE USA

Chronique de la démolition  
de la démocratie européenne  
par un parlementaire sous  
influence américaine



# SOMMAIRE

<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b> .....	<b>3</b>
JÖRGEN WARBORN, CIBLE PUIS COMPLICE DES LOBBIES AMÉRICAINS .....	3
LE PPE, CHEVILLE OUVRIÈRE DE L'UNION DES DROITES ET EXTRÊMES DROITES EUROPÉENNES.....	4
LA DROITE EUROPÉENNE RADICALISÉE : UN DANGER SYSTÉMIQUE POUR LA SOUVERAINETÉ DE L'UNION EUROPEÉENNE ....	4
CONTRE LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES : UNE PLAINTÉ, UNE DEMANDE DE COMMISSION D'ENQUÊTE ET DES RECOMMANDATIONS URGENTES .....	5
<b>PRÉFACE</b> .....	<b>6</b>
<b>ACTE 1 : WASHINGTON TISSE SA TOILE</b> .....	<b>7</b>
LA DROITE CONSERVATRICE EUROPÉENNE INFÉODÉE AU TRUMPISME .....	7
LES CONSERVATEURS EUROPÉENS VEULENT « SAISIR LES OPPORTUNITÉS » DE L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP.....	10
<b>ACTE 2 : JÖRGEN WARBORN, CHEVAL DE TROIE DES LOBBIES AMÉRICAINS</b> .....	<b>11</b>
UN PARLEMENTAIRE EUROPÉEN À L'ÉPICENTRE DU LOBBYING AMÉRICAIN .....	11
UNE STRATÉGIE PARLEMENTAIRE INÉDITE, CALQUÉE SUR LES OBJECTIFS DES LOBBIES AMÉRICAINS.....	12
<b>ACTE 3 : CHANTAGE, PACTE AVEC L'EXTRÊME DROITE ET DÉNI CLIMATIQUE</b> .....	<b>14</b>
UN CHANTAGE INÉDIT AU PARLEMENT EUROPÉEN.....	14
EN PLEINE TOURMENTE, UN DÉPLACEMENT À NAIROBI TOUS FRAIS PAYÉS.....	15
LE PACTE DE JÖRGEN WARBORN AVEC L'EXTRÊME DROITE .....	17
UN DÉPLACEMENT À WASHINGTON DURANT UN TRILOGUE SOUS HAUTE TENSION.....	17
<b>ÉPILOGUE : UN PARLEMENT EUROPÉEN À DÉFENDRE D'URGENCE CONTRE LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES</b> .....	<b>19</b>
UNE TRANSPARENCE DE FAÇADE .....	19
LES LIAISONS DANGEREUSES DE LA DROITE CONSERVATRICE AVEC L'ADMINISTRATION TRUMP ET LES LOBBIES AMÉRICAINS .....	20
L'URGENCE D'UNE REFORME DES RÈGLES SUR L'ENCADREMENT DU LOBBYING ET DES INGÉRENCE ÉTRANGÈRES .....	22

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**Après avoir alerté sans relâche, entre octobre et décembre 2025, sur l'explosion du « cordon sanitaire » à Bruxelles et la destruction de la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises, BLOOM publie aujourd'hui, en coordination avec les médias Der Spiegel (Allemagne) et Aftonbladet (Suède), une enquête majeure qui remonte aux sources de l'ingérence américaine qui a fait basculer la démocratie parlementaire européenne dans les bras de l'extrême droite et dans la frénésie dérégulatrice exigée par Trump.**

En décembre 2025, un domino historique de notre construction européenne tombait : le Parlement européen adoptait le premier acte de démantèlement du Green Deal dans une union inédite des droites conservatrices et des extrêmes droites européennes. **Cette reconfiguration dangereuse des équilibres politiques à Bruxelles ne s'est pas faite spontanément : elle est le fruit d'un plan d'action stratégique de l'administration Trump pour faire advenir un ordre du monde suprémaciste blanc et chrétien, adossé aux industries extractives des énergies fossiles et de la pétrochimie. Un homme a joué un rôle crucial dans cette mécanique de déstabilisation politique des démocraties européennes et de régression du droit social et environnemental du Vieux Continent : l'eurodéputé suédois Jörgen Warborn.** Dans une stratégie élaborée par les lobbies fossiles et l'administration Trump, ce membre ultralibéral du PPE européen (droite conservatrice), rapporteur du premier

Omnibus qui a abouti à la démolition de la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises, a œuvré à trahir les intérêts supérieurs de l'Union européenne et à faire de nos démocraties les vassales de l'internationale fasciste ouvertement souhaitée par Donald Trump.

**Notre enquête inédite plonge dans les réseaux libertariens autoritaires qui pilotent la déstabilisation à grande échelle de l'UE et fait la lumière sur les liens délétères qu'entretient la droite conservatrice européenne avec les milieux trumpistes.**

## Jörgen Warborn, cible puis complice des lobbies américains

**Le 16 janvier 2025, Jörgen Warborn rencontrait la Chambre américaine de commerce en Belgique. Cette réunion marquait le début d'une offensive sans précédent des lobbies industriels nord-américains sur nos institutions européennes.** Entre janvier et octobre 2025, l'eurodéputé suédois, rapporteur du premier Omnibus sur le devoir de vigilance des entreprises, allait rencontrer les lobbies américains plus de dix fois. De cible privilégiée, Jörgen Warborn devint leur interlocuteur principal puis leur complice : en moins d'un an, il rencontra la Chambre américaine de commerce en Belgique à quatre reprises, un record pour un député européen.

**Dès l'ouverture des débats parlementaires sur le premier Omnibus, Jörgen Warborn agissait en véritable cheval de Troie des intérêts américains :** il reprenait à son compte la stratégie de l'administration Trump et de l'industrie fossile (ExxonMobil, Chevron, Koch, TotalEnergies, Dow Chemical, JP Morgan) pour torpiller les mesures du devoir de vigilance qui forçaient les multinationales à être responsables devant les tribunaux des impacts humains et environnementaux de l'ensemble de leur chaîne de valeur et à aligner leur stratégie sur les objectifs de l'Accord de Paris via la mise en oeuvre de « plans de transition climatique ».

**Le plan d'attaque pensé par le cabinet de lobbying américain Teneo pour le compte de cette coalition industrielle climaticide était d'obtenir le détricotage de la directive sur le devoir de vigilance, une victoire phare du Green Deal adoptée au printemps 2024, en poussant une alliance sans précédent de la droite et de l'extrême droite européennes contre le reste du Parlement européen.**

## Le PPE, cheville ouvrière de l'union des droites et extrêmes droites européennes

En plus des rencontres qu'il a faites à Bruxelles avec les lobbies américains en tant qu'eurodéputé, Jörgen Warborn a changé de casquette et endossé son rôle de président de deux lobbies promouvant les intérêts d'entreprises pour se rendre, quatre fois en un an (entre décembre 2024 et décembre 2025), aux sommets internationaux orchestrés par l'« International Democracy Union » - IDU, une organisation créée en 1983 par Margaret Thatcher et George Bush, entre autres, pour pousser un agenda conservateur et néolibéral.

**Aujourd'hui, la plateforme IDU se présente comme « une alliance globale des droites centristes » mais elle œuvre en réalité au rapprochement des droites conservatrices, trumpistes et néo-fascistes du monde entier.**

**La présidence de ces lobbies place Jörgen Warborn en situation de conflit d'intérêts**, le premier d'entre eux, SME Europe, figurant même au registre de transparence de l'UE, tandis que le second, SME Global, qui revendique compter « des représentants du monde des affaires venus du monde entier », est la branche « entreprises » de l'IDU.

Si les voyages de Jörgen Warborn témoignent de conflits d'intérêts et d'une confusion manifestes entre son rôle de lobbyiste et d'élu européen, ils illustrent surtout l'inanité des règles dont s'est doté le Parlement européen à la suite du Qatargate, un scandale de corruption et d'ingérence étrangère qui avait ébranlé le Parlement européen à partir de décembre 2022.

**Pour opérer cette bascule du Parlement européen vers l'extrême droite et accomplir ce premier acte de régression normative sans précédent dans l'histoire de l'UE, Jörgen Warborn n'a pas agi seul. Plusieurs hauts responsables politiques de la droite européenne ont également œuvré au rapprochement avec la nébuleuse trumpiste** et se sont rendus en personne aux Etats-Unis pour rencontrer l'administration Trump, plusieurs élus républicains ainsi que ceux qui avaient œuvré à la réélection de Donald Trump : en premier lieu, la puissante Heritage Foundation.

C'est ainsi que :

- L'Allemand Manfred Weber, président du PPE, rencontrait en décembre 2024, avec Jörgen Warborn, la « Heritage Foundation », influent think tank américain converti au trumpisme ;
- La vice-présidente du PPE, l'Espagnole Dolors Montserrat, accompagnait Jörgen Warborn à Washington en décembre 2025 et se réjouissait d'être « *félicitée par l'administration américaine* » pour la destruction du devoir de vigilance.
- La présidente PPE du Parlement européen, la Maltaise Roberta Metsola, multipliait les voyages aux États-Unis et assumait devant la Chambre américaine de commerce vouloir torpiller la directive européenne sur le devoir de vigilance pour contenter les milieux d'affaires américains et l'administration Trump.

## La droite européenne radicalisée : un danger systémique pour la souveraineté de l'Union européenne

**La droite européenne avait déjà pulvérisé le « cordon éthique » de l'intérêt général** en acceptant des financements de multinationales et en participant à des forums internationaux financés par l'industrie fossile nord-américaine et le Danube Institute, une fondation liée au régime de Viktor Orbán, aux côtés de parlementaires trumpistes ou de députés du parti néofasciste de Fratelli d'Italia.

## En opérant un tel rapprochement avec les extrêmes droites européennes et transatlantiques, la droite conservatrice se radicalise et fait courir un risque systémique à l'Union européenne.

Avoir fait exploser le « cordon sanitaire » en vigueur depuis des décennies à Bruxelles vis-à-vis des partis opposés à l'État de droit, et servir les intérêts du trumpisme et de son projet fasciste suprémaciste, décrit sans ambages dans la National Security Strategy<sup>1</sup> des États-Unis, représente un danger majeur pour la souveraineté de l'Union européenne, sa sécurité, sa paix, la stabilité de son économie et son avenir climatique.

En opérant un tel rapprochement avec les extrêmes droites européennes et transatlantiques, la droite conservatrice se radicalise et fait courir un risque systémique à l'Union européenne, qui se précise de jour en jour : le PPE et Jörgen Warborn appellent désormais de façon répétée à relancer dans les plus brefs délais le processus parlementaire autour de l'accord commercial US-UE, mis en stand-by après les menaces d'annexion du Groenland de Donald Trump en ce début d'année 2026.

## Contre les ingérences étrangères : une plainte, une demande de commission d'enquête et des recommandations urgentes

Afin de faire toute la lumière sur l'ingérence américaine et protéger la souveraineté démocratique européenne, **BLOOM appelle le Parlement européen à ouvrir de toute urgence une commission d'enquête.**

**Nous transmettons aujourd'hui même notre investigation au Comité consultatif sur la conduite des députés du Parlement européen**, de façon à compléter la plainte déposée dès décembre 2025 contre le député Jörgen Warborn.

Pour protéger nos démocraties, les acquis de décennies de construction du droit européen, et un avenir compatible avec le respect du climat et de la biodiversité, BLOOM demande, entre autres :

- **La création d'un organe unique et indépendant** chargé du respect de l'ensemble des règles liées à l'intégrité des responsables publics européens, doté d'un pouvoir d'initiative en matière d'enquête et de pouvoirs de sanction ;
- **L'interdiction des réunions à huis clos entre parlementaires et représentants d'intérêts** afin que toutes ces rencontres fassent l'objet d'auditions publiques ;
- **L'interdiction pour les majors pétrolières et gazières d'influencer les politiques européennes**, sur le modèle de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac ;
- L'interdiction pour les rapporteurs et shadow rapporteurs du Parlement européen de voyager hors de l'UE pour participer à des rencontres à caractère institutionnel, diplomatique ou politique en dehors d'une délégation transpartisane ;
- L'extension de la compétence du Parquet européen aux infractions pénales portant atteinte aux intérêts démocratiques de l'Union européenne.

<sup>1</sup> <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

# PRÉFACE

En juin 2024, l'Union européenne promulgue une législation historique sur le devoir de vigilance des entreprises opérant au sein de l'Union européenne. Adoptée dans le cadre du Green Deal, cette directive instaure deux principes fondamentaux. D'une part, la création d'un régime européen harmonisé de responsabilité civile des entreprises en matière de vigilance, pour permettre l'accès aux tribunaux aux victimes de multinationales opérant au sein de l'Union. D'autre part, l'obligation de mise en œuvre de plans de transition climatique, afin d'aligner les stratégies des grandes entreprises sur les objectifs de l'accord de Paris et de neutralité climatique à horizon 2050.

Le devoir de vigilance constitue ainsi une menace directe pour l'industrie pétrolière, qui développe de nouveaux projets à travers le monde au mépris des conclusions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). Comme l'a révélé l'ONG néerlandaise sur les multinationales SOMO, ExxonMobil entamait dès 2024 une vaste campagne de lobbying pour que les États européens abrogent ou tuent dans l'œuf la directive européenne sur le devoir de vigilance<sup>2</sup>.

Dans un contexte de montée de la droite et de l'extrême droite lors des élections législatives européennes de juin 2024, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lance les hostilités dès le 8 novembre 2024 en annonçant une vaste entreprise de dérégulation, ciblant d'entrée de jeu le devoir de vigilance via une législation « Omnibus »<sup>3</sup>.

## C'est bien la démocratie européenne qui est ici piétinée, bafouée, niée.

Le 16 décembre 2025, le Parlement européen adopte définitivement l'Omnibus, par 428 voix contre 218, procédant à la destruction méthodique du devoir de vigilance, dans une alliance inédite de la droite et de l'extrême droite<sup>4</sup>.

À l'issue de ce processus législatif désastreux, BLOOM sonne l'alerte : ce que nous avons découvert à l'occasion de l'adoption de la directive Omnibus appelle à opérer d'urgence une réforme d'ampleur des règles encadrant le lobbying au sein du Parlement européen afin de préserver la souveraineté démocratique de l'Union. Car c'est bien la démocratie européenne qui est ici piétinée, bafouée, niée.

**Nous avons en effet pu établir que le parlementaire européen en charge de ce dossier, Jürgen Warborn, homme clé de l'union historique des droites au sein du Parlement, a été la cible et le relais des lobbies industriels nord-américains, et un rouage déterminant dans la campagne d'ingérence de la Maison Blanche à Bruxelles. Et ce avec le soutien du président de la droite conservatrice européenne, Manfred Weber : les deux hommes œuvrant à l'union des droites et au rapprochement avec les milieux trumpistes au sein d'une internationale réactionnaire en pleine expansion.**

<sup>2</sup> SOMO, How Big Oil kills sustainability and climate legislation, 2025, <https://www.somo.nl/how-big-oil-kills-sustainability-and-climate-legislation/>

<sup>3</sup> Commission européenne, Informal meeting of Heads of State and Government in Budapest, Hungary, 2024, <https://www.youtube.com/watch?v=wZUzRlsyDr8&t=7s>

<sup>4</sup> BLOOM, Omnibus 1 : sous la baguette de Trump, l'Europe entre dans la nuit, 2025, <https://bloomassociation.org/omnibus-sous-la-baguette-de-trump-leurope-entre-dans-la-nuit/>

# ACTE 1: WASHINGTON TISSE SA TOILE

**Le 6 novembre 2024, l'Union européenne et le monde se réveillent sous le choc de la réélection de Donald Trump à la Maison Blanche, qui préfigure le retour d'une politique américaine impérialiste marquée du sceau de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021.**

Après les errements de la première mandature Trump, consignée dans le livre de Michael Wolff, « *Fire and Fury: Inside the Trump White House* », ce second mandat constitue une victoire pour JD Vance et une sphère conservatrice souhaitant opérer un virage historique. Au cœur de ce plan, la Heritage Foundation et son « *Project 2025. Mandate for Leadership* »<sup>5</sup>, une somme de 920 pages détaillant par le menu le programme à déployer afin d'« *institutionnaliser le trumpisme* »<sup>6</sup>.

Dans un monde régi par des logiques de puissance méprisant le droit international, la célèbre devise « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* » trace un cap : face à des puissances

étrangères hostiles, l'effort diplomatique doit s'adosser à une logique de dissuasion. Dès le mois de décembre 2024, c'est à rebours de cette doctrine qu'entrent en piste le président de la droite conservatrice européenne, Manfred Weber, et le porte-parole de la droite conservatrice européenne sur les enjeux commerciaux, Jörgen Warborn.

## La droite conservatrice européenne inféodée au trumpisme

Le 3 décembre 2024, Manfred Weber poste sur Instagram une vidéo tournée devant la Maison Blanche, expliquant que son voyage outre-Atlantique poursuit « *évidemment l'idée de nouer des liens avec nos amis américains avant l'entrée en fonction de l'administration Trump* », soulignant que quelques jours après l'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne, il vient à Washington avec « *un message clair : nous voulons agir ensemble. (...) Nous avons besoin d'un plan commun pour protéger la liberté, pour protéger nos intérêts économiques vis-à-vis de Poutine, de la Chine et de l'Iran* »<sup>7</sup>.

<sup>5</sup> The Heritage Foundation. Project 2025. Mandate for leadership, 2023, [https://static.heritage.org/project2025/2025\\_MandateForLeadership\\_FULL.pdf](https://static.heritage.org/project2025/2025_MandateForLeadership_FULL.pdf)

<sup>6</sup> The New York Times, Inside the Heritage Foundation's Plans for « Institutionalizing Trumpism », 2024, <https://www.nytimes.com/2024/01/21/magazine/heritage-foundation-kevin-roberts.html>

<sup>7</sup> [https://www.instagram.com/reels/DDIX5\\_Ml4jG/](https://www.instagram.com/reels/DDIX5_Ml4jG/)

## Un forum sous forme de *who's who* des droites conservatrices et néo-fascistes à l'échelle mondiale.

Cette tournée américaine du président du parti populaire européen permet à Manfred Weber de tisser des liens avec les réseaux trumpistes, son voyage coïncidant avec sa participation au forum annuel de l'International Democracy Union<sup>8</sup>, où sont invités le président du parti républicain américain, Michael Whatley, « félicité pour la victoire historique du parti national républicain »<sup>9</sup>, et le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump Michael Waltz<sup>10</sup>, et où se rendent de multiples sénateurs et élus républicains, à l'instar de Newt Gingrich<sup>11</sup>, Pete Ricketts<sup>12</sup>, Rick Scott<sup>13</sup>, Darrell Issa<sup>14</sup>, Jake Ellzey<sup>15</sup>.

Un forum sous forme de *who's who* des droites conservatrices et néo-fascistes à l'échelle mondiale, l'International Democracy Union étant devenue ces dernières années l'organisation opérant l'union des droites à l'échelle internationale, avec le soutien financier de l'industrie fossile nord-américaine et d'une fondation liée au premier ministre hongrois d'extrême droite Viktor Orban, entre autres (→ [voir encadré](#)).

Aux côtés de Manfred Weber, le parlementaire suédois Jörgen Warborn, porte-parole de la droite conservatrice européenne sur les enjeux de commerce international... mais aussi président de SME Global, un lobby émanant directement de l'International Democracy Union<sup>16</sup>. Ce lobby, qui réunit « des responsables politiques des partis membres de l'International Democracy Union ainsi que des représentants du monde des affaires venus du monde entier »<sup>17</sup>, a pour mission de « défendre les intérêts des PME et identifier des stratégies visant à maximiser leurs opportunités » via « la réduction des contraintes réglementaires, la promotion de la numérisation et la facilitation de la participation au commerce international »<sup>18</sup>.

À l'occasion de ce sommet international, Jörgen Warborn y préside un débat concluant à la nécessité de « dépasser des règles commerciales dévoyées », notamment en ce qui concerne les « politiques climatiques et sociales », considérées comme « des obstacles au progrès »<sup>19</sup>. **Soulignant que les participants au débat voient dans la bascule vers la droite et l'extrême droite de l'Union européenne « une occasion de redynamiser son programme commercial, au bénéfice tant du bloc que de ses partenaires », Jörgen Warborn appelle à « alléger les contraintes réglementaires » commerciales afin de soutenir les entreprises.**

8 <https://www.instagram.com/p/DDK62gtXIm/?igsh=dXJnMGY1emNvMTV3>

9 [https://www.instagram.com/p/DDKasoGxDOy/?img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/DDKasoGxDOy/?img_index=1)

10 [https://www.instagram.com/p/DDMvrUmRqTM/?img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/DDMvrUmRqTM/?img_index=1)

11 <https://www.instagram.com/p/DDF8lSIktE/>

12 <https://www.instagram.com/p/DC4rEBBIYoT/>

13 <https://www.instagram.com/p/DDDiIRJydie/>

14 <https://www.instagram.com/p/DDIGhaKo4t/>

15 <https://www.instagram.com/p/DCkxHiFoltz/>

16 International Democracy Union, SME Global. Small Business. Big Impact. <https://idu.org/about/economics-sme-global/>

17 International Democracy Union, SME Global. Small Business. Big Impact. <https://idu.org/1508-2/>

18 International Democracy Union, SME Global. Small Business. Big Impact <https://idu.org/about/economics-sme-global/>

19 [https://www.instagram.com/p/DDgqxX5IMFX/?hl=fr&img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/DDgqxX5IMFX/?hl=fr&img_index=1)

## L'International Democracy Union, laboratoire international de l'union des droites

Fondée en 1983 par des dirigeants issus de la droite conservatrice et libérale, dont George Bush, Margaret Thatcher, Jacques Chirac ou encore Helmut Kohl<sup>20</sup>, l'International Democracy Union est aujourd'hui devenue, par sa composition, un rouage essentiel de l'union des droites, comptant parmi ses membres la CDU allemande, les chrétiens démocrates suédois, le groupe parlementaire européen de la droite conservatrice (PPE)... mais aussi le groupe parlementaire européen d'extrême droite ECR, le parti de Giorgia Meloni Fratelli d'Italia, le parti nationaliste flamand N-VA, le parti républicain américain, le parti conservateur chilien fondé par les conseillers de Pinochet, dont est issu le président chilien José Antonio Kast, ou encore le parti républicain argentin membre de la coalition gouvernementale de Javier Milei<sup>21</sup>.

Les sommets internationaux organisés par l'« International Democracy Union » offrent une plongée fascinante, et effrayante, dans l'internationale réactionnaire néo-fasciste qui réalise, loin des projecteurs, l'union des droites. À titre d'exemple, lors du forum de l'International Democracy Union à Bruxelles de mai 2025<sup>22</sup>, auquel participaient Manfred Weber et Jörgen Warborn<sup>23</sup>, étaient également présents Michael McCaul, président de la Commission des affaires étrangères et de la sécurité intérieure du Congrès américain, Giorgia Meloni (par vidéo)<sup>24</sup>, ou encore Nicola Procaccini<sup>25</sup>, président du groupe d'extrême droite ECR au Parlement européen.

La liste des bailleurs qui financent l'organisation de ces sommets internationaux met en lumière l'influence de l'extrême droite européenne, des entreprises fossiles nord-américaines et des leaders de la tech, puisqu'y figurent notamment<sup>26</sup>:

- **Le Danube Institute**, établi à Budapest, relais non-gouvernemental de propagande en faveur de la politique de Viktor Orbán<sup>27</sup>,
- **Koch**, deuxième plus gros conglomérat non-coté aux États-Unis, au cœur de l'industrie fossile américaine et de l'émergence du discours climato-sceptique<sup>28</sup>,
- **TC Energy**, anciennement TransCanada, propriétaire du réseau de gazoduc canadien permettant de transporter le gaz canadien vers la côte est et les grands terminaux méthaniers, promoteur du très controversé projet de pipeline Keystone XL<sup>29</sup>,
- **Google**,
- **Microsoft**.

La composition de l'International Democracy Union et ses allégeances financières ont des conséquences tangibles, qui reflètent l'influence concrète de l'administration Trump et des multinationales fossiles américaines sur la politique portée par ses membres, comme en témoigne la résolution de l'International Democracy Union adoptée le 5 décembre 2025 concernant le commerce transatlantique de gaz naturel liquéfié entre les États-Unis et l'Union européenne, à rebours des recommandations scientifiques et des objectifs du Green Deal<sup>30</sup>.

<sup>20</sup> International Democracy Union, History. <https://idu.org/about/history/>

<sup>21</sup> International Democracy Union, Member Parties. <https://idu.org/members/>

<sup>22</sup> International Democracy Union, IDU Forum Brussels 2025. <https://idu.org/4568-2/>

<sup>23</sup> Jörgen Warborn participait à une table ronde en compagnie de membres de la [Tholos Foundation](#), un think tank établi à Washington, fondé en 1985 à la demande du Président Ronald Reagan, aujourd'hui associé à Americans for Tax Reform. Voir <https://www.instagram.com/reels/DJuGtE1CweQ/> et [https://www.instagram.com/p/DKJkUR1hA/?hl=fr&img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/DKJkUR1hA/?hl=fr&img_index=1)

<sup>24</sup> <https://www.instagram.com/reels/DJteU7vtuHv/>

<sup>25</sup> <https://www.instagram.com/p/DJcmZ5PoOir/>

<sup>26</sup> International Democracy Union, IDU Forum Partners. <https://idu.org/idu-forum-partners-dc-2024/>

<sup>27</sup> Atlatzso, Hungarian government proxy is spending a fortune to influence public opinion in the US, 2024, <https://english.atlatzso.hu/2024/10/23/hungarian-government-proxy-is-spending-a-fortune-to-influence-public-opinion-in-the-us/>

<sup>28</sup> Vice, How Koch Industries, Fake Scientists, and Rush Limbaugh Invented Climate Denial, 2022, <https://www.vice.com/en/article/how-koch-industries-fake-scientists-and-rush-limbaugh-invented-climate-denial/>

<sup>29</sup> Le Monde, Donald Trump demande la reprise de la construction de l'oléoduc Keystone XL abandonné sous Joe Biden, 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/25/donald-trump-demande-la-reprise-de-la-construction-de-l-oleoduc-keystone-xl-abandonne-sous-joe-biden\\_6562568\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/25/donald-trump-demande-la-reprise-de-la-construction-de-l-oleoduc-keystone-xl-abandonne-sous-joe-biden_6562568_3210.html)

<sup>30</sup> International Democracy Union, Resolution on Transatlantic Energy Security and LNG Cooperation, 2025, <https://idu.org/resolution-on-transatlantic-energy-security-and-lng-cooperation/>

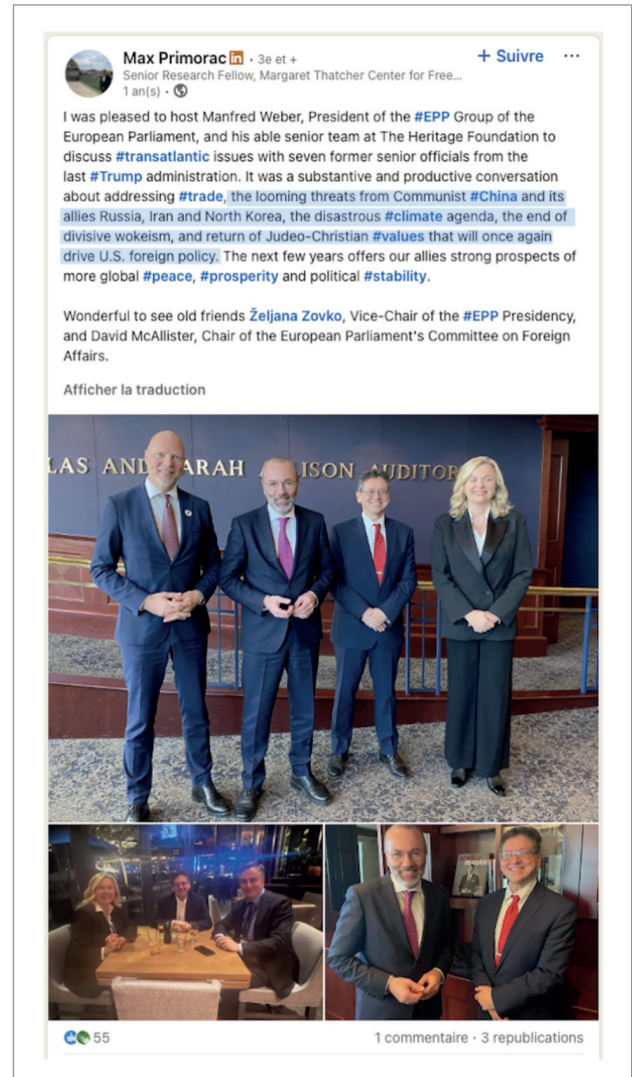
**Mais lors de leur séjour aux États-Unis, Manfred Weber et Jörgen Warborn ne s'arrêtent pas là : ils déjeunent également au Capitol Hill Club avec des responsables politiques et des lobbyistes nord-américains dont la liste n'a pas été divulguée<sup>31</sup>, et participent à une réunion dans les locaux de la Heritage Foundation<sup>32</sup>.**

Comme le précise leur hôte, Max Primorac, chercheur au sein du Margaret Thatcher Center for Freedom de la Heritage Foundation, cette réunion a permis aux deux parlementaires d'échanger avec « sept anciens hauts fonctionnaires de la dernière administration Trump » concernant « le commerce, les menaces imminentes de la Chine communiste et de ses alliés, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, le programme climatique désastreux, la fin du "wokisme" qui divise, et le retour des valeurs judéo-chrétiennes qui guideront à nouveau la politique étrangère américaine »<sup>33</sup>.

## Les conservateurs européens veulent « saisir les opportunités » de l'élection de Donald Trump

De retour de leur déplacement outre-Atlantique, Manfred Weber et Jörgen Warborn optent pour la reddition, faisant fi du principe de dissuasion et de la fermeté indispensables à l'autonomie stratégique et à la défense de la souveraineté européenne. Le 20 janvier 2025, lors de l'investiture de Donald Trump, Manfred Weber parle d'un « jour décisif aujourd'hui avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche (...) Les États-Unis resteront un allié proche de l'Europe à l'avenir (...) Nous devons saisir les opportunités qui se présentent en matière de relations commerciales »<sup>35</sup>. Et ce avant de souligner, dès le lendemain, que « l'Europe doit proposer un accord au négociateur Trump (...) nous devons rester unis en matière de sécurité, compétitivité et vis-à-vis de la Chine »<sup>36</sup>.

**Quelques jours plus tard, en des termes similaires au discours de l'administration Trump, Jörgen Warborn présente la directive Omnibus comme un outil pour « couper court aux exigences réglementaires excessives qui entravent le commerce mondial et risquent d'être perçues comme du protectionnisme »<sup>37</sup>.**



Message publié par Max Primorac sur son compte LinkedIn en décembre 2024<sup>34</sup>

À l'issue de ce voyage éclair à Washington D.C. où Manfred Weber et Jörgen Warborn ont signifié leur porosité vis-à-vis de l'agenda porté par la Heritage Foundation et leur proximité avec les élus républicains, les conditions sont réunies pour que les lobbies pétroliers nord-américains et l'administration Trump déploient tout au long de l'année 2025 leur stratégie d'influence pour torpiller le devoir de vigilance lors de l'examen de la directive Omnibus.

<sup>31</sup> [https://www.instagram.com/p/DDcSLK1oAD/?hl=fr&img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/DDcSLK1oAD/?hl=fr&img_index=1)

<sup>32</sup> <https://www.instagram.com/p/DDKcIposO8H/>

<sup>33</sup> [https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712\\_epp-transatlantic-trump-activity-7271864969682419712-iHzq](https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712_epp-transatlantic-trump-activity-7271864969682419712-iHzq)

<sup>34</sup> [https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712\\_epp-transatlantic-trump-activity-7271864969682419712-iHzq/](https://www.linkedin.com/posts/max-primorac-21503712_epp-transatlantic-trump-activity-7271864969682419712-iHzq/)

<sup>35</sup> [https://www.instagram.com/reels/DFD4GW\\_l2Fw/](https://www.instagram.com/reels/DFD4GW_l2Fw/)

<sup>36</sup> [https://www.instagram.com/p/DFEjPlWlm\\_o/?igsh=MW5nd3dtNnBjdXY3dw%3D%3D](https://www.instagram.com/p/DFEjPlWlm_o/?igsh=MW5nd3dtNnBjdXY3dw%3D%3D)

<sup>37</sup> [https://www.instagram.com/p/DFxHm36IZaN/?img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/DFxHm36IZaN/?img_index=1)

# ACTE 2: JÖRGEN WARBORN, CHEVAL DE TROIE DES LOBBIES AMÉRICAINS

**Dès le 16 janvier 2025, la Chambre américaine de commerce en Belgique organise une première rencontre avec Jörgen Warborn<sup>38</sup>.**

Cette réunion marque le début d'une offensive impressionnante des lobbies industriels nord-américains, qui firent du parlementaire suédois leur cible privilégiée, en amont de la publication de la directive Omnibus et avant même la nomination de Jörgen Warborn comme rapporteur, puis lors de l'examen parlementaire de cette législation.

## Un parlementaire européen à l'épicentre du lobbying américain

Les 12 février et 11 mars 2025, ExxonMobil rencontre coup sur coup Jörgen Warborn. Le 26 février 2025, la Chambre américaine de commerce en Belgique organise une nouvelle rencontre avec Jörgen Warborn, à propos de « EU-US relations », tandis que le Commissaire européen Stéphane Séjourné dévoile la directive Omnibus.

Le 18 mars 2025, Jörgen Warborn est officiellement désigné rapporteur au sein du Parlement européen pour la directive Omnibus<sup>39</sup>.

**Dans les semaines et mois suivants, sur des thématiques floues ou sur l'Omnibus, Jörgen Warborn va multiplier les contacts avec les entreprises américaines, et rencontrer à l'excès les Chambres américaines de Commerce :**

- **Le 27 mars 2025**, la Chambre américaine de commerce en Belgique, encore, à propos de « US Trade ».
- **Le 14 avril 2025**, Teneo, cabinet de lobbying, à propos de la directive Omnibus.
- **Le 14 mai 2025**, la Chambre de commerce US, à propos des « Trade relations with the US ».
- **Le 5 juin 2025**, la Chambre américaine de commerce en Belgique, à propos des « US Tariffs ».
- **Le 9 septembre 2025**, Koch, deuxième plus gros conglomérat non-coté aux États-Unis, au cœur de l'industrie fossile américaine, à propos de la directive Omnibus.
- **Le 23 septembre 2025**, la Chambre américaine de commerce auprès de l'UE, à propos de la directive Omnibus.
- **Le 10 octobre 2025**, la Chambre internationale de commerce, à propos de « International Trade ».

Dans une enquête parue le 3 décembre 2025, le Centre néerlandais sur les multinationales SOMO révèle que ces rencontres avec ExxonMobil, Teneo, Koch et les Chambres de commerce américaines sont le fruit d'une stratégie rodée par le cabinet de consulting Teneo au profit de la « Competitiveness Roundtable », une alliance ad hoc réunissant les leaders américains de l'industrie fossile (ExxonMobil, Chevron, Koch), ou encore Dow Chemical, JP Morgan Chase, et TotalEnergies<sup>40</sup>.

<sup>38</sup> Parlement européen, Jörgen Warborn, Réunions passées, [https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197405/JORGEN\\_WARBORN/meetings/past#detailedcardmep](https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197405/JORGEN_WARBORN/meetings/past#detailedcardmep)

<sup>39</sup> Legislative Observatory, Corporate sustainability reporting and due diligence requirements, [https://oeil.europarl.europa.eu/oeil/en/procedure-file?reference=2025/0045\(COD\)](https://oeil.europarl.europa.eu/oeil/en/procedure-file?reference=2025/0045(COD))

<sup>40</sup> SOMO, The secretive cabal of US polluters that is rewriting the EU's human rights and climate law, 2025, <https://www.somo.nl/the-secretive-cabal-of-us-polluters-that-is-rewriting-the-eus-human-rights-and-climate-law/>

Car si Teneo a bien désigné dans ses documents internes Jörgen Warborn comme sa cible principale au Parlement européen<sup>41</sup>, ce cabinet de lobbying américain a aussi proposé de mobiliser les Chambres américaines de commerce comme relais prioritaires pour porter le combat contre la législation européenne sur le devoir de vigilance<sup>42</sup>.

Des objectifs remplis avec succès puisque Jörgen Warborn est, en 2025, la cible principale des Chambres américaines de commerce. Ainsi, sur les 15 rencontres organisées par la Chambre américaine de commerce en Belgique en 2025, quatre se déroulent avec Jörgen Warborn (soulignons qu'aucun autre député européen n'a rencontré ce lobby deux fois dans l'année). En tenant compte des rencontres avec la Chambre américaine de commerce auprès de l'UE, la Chambre de commerce US et la Chambre de commerce internationale, **Jörgen Warborn a ainsi des échanges quasi mensuels avec la Chambre de commerce américaine, qui fait partie des lobbies les plus antiécologiques de Bruxelles<sup>43</sup> (les 16 janvier, 26 février, 27 mars, 14 mai, 5 juin, 23 septembre, 10 octobre).**

**Et ce alors que l'administration Trump multipliait les manœuvres d'ingérence pour torpiller le devoir de vigilance**, entre menaces commerciales du Secrétaire américain au commerce Howard Lutnick<sup>44</sup>, proposition de loi déposée au Congrès américain<sup>45</sup>, négociations commerciales avec la

Commission européenne<sup>46</sup>, menaces de procureurs américains à l'encontre des géants américains de la tech<sup>47</sup>, lettre conjointe du département de l'énergie américain et qatari<sup>48</sup>, lettre de Donald Trump adressée à Ursula von der Leyen<sup>49</sup>, etc.

## Une stratégie parlementaire inédite, calquée sur les objectifs des lobbies américains

**En dépit de cette campagne d'ingérence de grande ampleur, Jörgen Warborn ne se placera jamais à distance de l'administration Trump. Bien au contraire, du 26 au 30 mai 2025, ce dernier se rend à nouveau à Washington, dans le cadre d'une délégation parlementaire officielle ad hoc<sup>50</sup>, donnant lieu à de nouvelles rencontres avec des élus républicains, membres de l'administration Trump et lobbies industriels américains<sup>51</sup>, dont la Chambre de commerce américaine<sup>52</sup>.**

Le 15 décembre 2025, dix ONG alertent le Comité consultatif sur la conduite des députés du Parlement européen sur un possible conflit d'intérêts, Jörgen Warborn n'ayant pas déclaré, au moment de sa prise de fonction en tant que rapporteur sur la législation Omnibus, sa présidence de SME Europe, pourtant enregistré comme représentant d'intérêts au registre de transparence de l'Union européenne<sup>53</sup>.

<sup>41</sup> Teneo mentionne Jörgen Warborn comme « main target »

<sup>42</sup> Teneo se fixe l'objectif de « Support the US Chamber's activities »

<sup>43</sup> InfluenceMap, Industry Influence on Biodiversity Policy, 2022, <https://influencemap.org/report/Industry-Associations-Biodiversity-Policy-19612>

<sup>44</sup> Senate Committee on Commerce, Science, and Transportation, Nomination Hearing, Howard Lutnick, 2025, <https://www.commerce.senate.gov/services/files/716AD67A-D991-4888-8542-299F69ECB48D>

<sup>45</sup> Congress, Protect USA Act of 2025, <https://www.congress.gov/bill/119th-congress/senate-bill/985/text>

<sup>46</sup> Commission européenne, Joint Statement on a United States-European Union framework on an agreement on reciprocal, fair and balanced trade, 2025, [https://policy.trade.ec.europa.eu/news/joint-statement-united-states-european-union-framework-agreement-reciprocal-fair-and-balanced-trade-2025-08-21\\_en?utm\\_source=chatgpt.com](https://policy.trade.ec.europa.eu/news/joint-statement-united-states-european-union-framework-agreement-reciprocal-fair-and-balanced-trade-2025-08-21_en?utm_source=chatgpt.com)

<sup>47</sup> ESGToday, Multi-State coalition warns Microsoft, Google, Meta against complying with EU's CSRD, CSDDD Sustainability Laws, 2025, <https://www.esgtoday.com/multi-state-coalition-warns-microsoft-google-meta-against-complying-with-eus-csrd-csddd-sustainability-laws/>

<sup>48</sup> US Department of Energy, Minister of State for Energy Affairs, An open letter to the Heads of State of European Union (EU) Member States, 2025, <https://www.energy.gov/sites/default/files/2025-10/USA-Qatar-Joint-Letter.pdf>

<sup>49</sup> Les Échos, Trump exige que les entreprises américaines soient exemptées de nombreuses règles européennes, 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/trump-exige-que-les-entreprises-americaines-soient-exemptees-de-nombreuses-regles-europeennes-2190976>

<sup>50</sup> Jörgen Warborn, Declaration on awareness of conflict of interest, 2025, [https://data.europarl.europa.eu/distribution/doc/DCl-197405-2025-05-14-461225\\_en.pdf](https://data.europarl.europa.eu/distribution/doc/DCl-197405-2025-05-14-461225_en.pdf)

<sup>51</sup> Parlement européen, Mission report following the INTA ad hoc delegation to Washington DC (USA), 2025, [https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/297744/USA\\_Washington\\_INTA-CR-775463\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/297744/USA_Washington_INTA-CR-775463_EN.pdf)

<sup>52</sup> [https://www.instagram.com/p/DKblkrYMWvZ/?hl=fr&img\\_index=2](https://www.instagram.com/p/DKblkrYMWvZ/?hl=fr&img_index=2)

<sup>53</sup> Transparency International et al, Ten civil society organisations submit conflict-of-interest complaint on leading Omnibus MEP, 2025, <https://transparency.eu/ten-civil-society-organisations-submit-conflict-of-interest-complaint-on-leading-omnibus-mep/>

## Le Parlement européen doit prendre conscience de l'urgence et procéder à une refonte d'ampleur de son code de conduite.

En parallèle, BLOOM dépose un signalement auprès du même Comité consultatif sur la conduite des députés du Parlement européen pour conflit d'intérêts sur fond d'ingérence étrangère<sup>54</sup>, afin que toute la lumière soit faite sur la proximité entretenue par Jörgen Warborn avec les lobbies industriels nord-américains et l'administration Trump, **Jörgen Warborn ayant déployé une stratégie parlementaire inédite, calquée sur celles de l'administration Trump et des entreprises américaines de la « Competitiveness Roundtable », qui s'étaient fixés pour objectif de torpiller le devoir de vigilance via une alliance entre la droite conservatrice (PPE) et l'extrême droite européenne<sup>55</sup>.**

Un signalement face auquel le parlementaire est resté muet, refusant de répondre au média *Aftonbladet* sur ses rencontres avec Teneo et sur son alignement avec les sombres desseins de la « Competitiveness Roundtable »<sup>56</sup>.

**Alors que les attaques de Donald Trump contre la souveraineté européenne s'accroissent, entre sanctions envers Thierry Breton<sup>57</sup> et menaces d'annexion du Groenland<sup>58</sup>, le Parlement européen doit prendre conscience de l'urgence et procéder à une refonte d'ampleur de son code de conduite et de la législation relative au lobbying, aux conflits d'intérêts et au trafic d'influence pour se prémunir des ingérences étrangères.**

Notre enquête ces dernières semaines a en effet renforcé nos craintes d'un parlementaire et d'une droite conservatrice relais de l'ingérence nord-américaine au sein des institutions bruxelloises.

<sup>54</sup> BLOOM, BLOOM porte plainte contre le rapporteur du premier Omnibus Jörgen Warborn pour conflit d'intérêts sur fond d'ingérence étrangère, 2025, <https://bloomassociation.org/bloom-porte-plainte-contre-le-rapporteur-du-premier-omnibus-jorgen-warborn-pour-conflit-dinterets-sur-fond-dingerence-etrangere/>

<sup>55</sup> Dans ses documents internes, Teneo se fixe les objectifs de « *Secure a right-leaning majority* », « *Encourage strong EPP and ECR collaboration* », « *Push the rapporteur to side with the right-wing parties as much as possible* », « *Understand the committee composition is generally unfavourable for an extreme position* ». Voir SOMO, The secretive cabal of US polluters that is rewriting the EU's human rights and climate law, 2025, <https://www.somo.nl/the-secretive-cabal-of-us-polluters-that-is-rewriting-the-eus-human-rights-and-climate-law/>

<sup>56</sup> Aftonbladet, Moderat EU-topp anmäls – « har jobbat för utländska intressen », 2025, <https://www.aftonbladet.se/nyheter/a/Rjxegx/eu-toppen-jorgen-warborn-m-anmalls-jobbat-for-utlandska-intressen>

<sup>57</sup> Le Monde, Thierry Breton sanctionné pour son implication dans la régulation du numérique ; le contentieux entre les États-Unis et l'UE redouble d'intensité, 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/12/24/regulation-du-numerique-thierry-breton-sanctionne-le-contentieux-entre-washington-et-l-ue-redouble-d-intensite\\_6659309\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/12/24/regulation-du-numerique-thierry-breton-sanctionne-le-contentieux-entre-washington-et-l-ue-redouble-d-intensite_6659309_3210.html)

<sup>58</sup> Le Monde, Groenland : Donald Trump réaffirme que les États-Unis ont « besoin » de l'île et appelle à s'en « occuper » dans vingt jours, 2026, [https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/05/donald-trump-reaffirme-que-les-etats-unis-ont-besoin-du-groenland-et-appelle-a-s-en-occuper-dans-vingt-jours\\_6660581\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/05/donald-trump-reaffirme-que-les-etats-unis-ont-besoin-du-groenland-et-appelle-a-s-en-occuper-dans-vingt-jours_6660581_3210.html)

# ACTE 3: CHANTAGE, PACTE AVEC L'EXTRÊME DROITE ET DÉNI CLIMATIQUE

**Le débat parlementaire sur la directive Omnibus restera gravé dans l'histoire parlementaire européenne, se concluant par une alliance inédite de la droite et de l'extrême droite européenne pour légiférer contre le reste du Parlement européen.**

Au cours des mois d'octobre, novembre et décembre 2025, Jörgen Warborn aura été l'artisan de cette alliance, jouant avec le feu en plaçant l'extrême droite au centre de l'échiquier politique dès l'ouverture du processus parlementaire.

Au milieu de cette bascule historique, qui mit l'ensemble des institutions européennes sous tension, Jörgen Warborn a par deux fois rencontré les réseaux trumpistes, en tant que président de SME Global et SME Europe.

## Un chantage inédit au Parlement européen

Le 1<sup>er</sup> octobre 2025, en ouverture des débats parlementaires sur la législation Omnibus, Jörgen Warborn provoque une déflagration au sein du Parlement européen en annonçant mettre sur la table « deux propositions »<sup>59</sup>.

**En expliquant avoir déjà scellé un accord avec l'extrême droite européenne (ECR, PFE, ESN), qui « bénéficie d'une majorité claire »<sup>60</sup>, Jörgen Warborn fait voler en éclat le « cordon sanitaire » qui tenait l'extrême droite à l'écart du processus législatif européen depuis des décennies<sup>61</sup>.**



Message publié par Jörgen Warborn sur son compte LinkedIn le 1<sup>er</sup> octobre 2025<sup>62</sup>

<sup>59</sup> <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7378853205587415040/>

<sup>60</sup> <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7378853205587415040/>

<sup>61</sup> La droite conservatrice (PPE), la droite libérale (Renew), les socialistes (S&D), les écologistes (Greens) et la gauche (The Left) ayant auparavant toujours refusé de compter sur les voix des groupes d'extrême droite pour construire des majorités au sein du Parlement

<sup>62</sup> <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7378853205587415040/>

**Jörgen Warborn applique ainsi à la lettre la stratégie de la « Competitiveness Roundtable » et franchit le Rubicon, faisant entrer le Parlement européen dans une nouvelle ère :** les négociateurs libéraux, socialistes et écologistes entament alors le débat parlementaire sous la menace constante d'une volte-face de Jörgen Warborn et d'une alliance de la droite et de l'extrême droite.

De nombreuses délégations socialistes refusent le chantage de Jörgen Warborn et lui demandent de tourner le dos à l'extrême droite pour engager des négociations de bonne foi. D'autres délégations socialistes, suivant la ligne imposée par le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, annoncent se soumettre à la proposition de Jörgen Warborn. Avec un groupe socialiste au bord de l'implosion, la droite libérale (Renew) annonce, par la voix de Pascal Canfin, se soumettre également au chantage du PPE, expliquant avoir « *toujours visé un vote de la coalition von der Leyen sur le dossier* »<sup>63</sup>.

Méprisant les usages en cours depuis des décennies au Parlement, fondés sur la construction patiente de compromis entre les groupes de la gauche, écologistes, socialistes, libéraux et conservateurs, Jörgen Warborn justifie son intransigeance dans les colonnes de *Politico* arguant qu'il est désormais « *très clair pour tous les groupes politiques que les majorités ont changé au Parlement, et tous les groupes politiques doivent s'adapter à cette nouvelle réalité* »<sup>64</sup>.

## En pleine tourmente, un déplacement à Nairobi tous frais payés

À l'issue du vote en Commission des affaires juridiques, qui se conclue le 13 octobre 2025 par l'attribution d'un mandat

de négociation à Jörgen Warborn pour entamer les négociations inter-institutionnelles dans les plus brefs délais, les parlementaires de gauche (The Left), écologistes (Greens) et de certaines délégations socialistes demandent un vote en plénière pour contester ce mandat fondé sur le chantage.

**Le 22 octobre 2025, lors d'un vote sous haute tension, les députés européens rejettent par 318 voix contre 309 le mandat de négociation accordé à Jörgen Warborn en Commission des affaires juridiques, contraignant le parlementaire suédois à reprendre sa copie à zéro, avec un vote en plénière fixé au 13 novembre 2025**<sup>65</sup>.

À la suite de ce désaveu, les groupes de gauche (The Left), écologistes (Greens), socialistes (S&D) et libéraux (Renew) espèrent que Jörgen Warborn va renouer avec les us et coutumes parlementaires pour entamer de réelles négociations et construire un véritable compromis.

**Dans la tourmente, Jörgen Warborn s'envole pourtant vers Nairobi pour participer, du 27 au 30 octobre 2025, au Democratic Union of Africa Forum**<sup>66</sup>, pendant africain des forums de l'International Democracy Union. Un voyage tous frais payés, la Konrad Adenauer Stiftung, une fondation allemande proche de la CDU/CSU de Manfred Weber, prenant en charge les billets d'avion en classe affaires et les nuits d'hôtel de Jörgen Warborn<sup>67</sup>.

Avec la double casquette de parlementaire européen et de président du lobby SME Global, Jörgen Warborn était convié à s'exprimer sur le commerce international lors d'un panel auquel était aussi invité... Max Primorac, de la Heritage Foundation, rencontré près d'un an plus tôt à Washington, avec Manfred Weber<sup>68</sup>.

<sup>63</sup> Politico, Brussels Playbook, VDL's no-confidence showdown, 2025, <https://www.politico.eu/article/socialists-liberals-epp-eu-green-rules/>

<sup>64</sup> Politico, Socialists cave to center-right demands to slash EU green rules, 2025, <https://www.politico.eu/article/socialists-liberals-epp-eu-green-rules/>

<sup>65</sup> BLOOM, Victoire d'étape pour le devoir de vigilance au Parlement européen, 2025, <https://bloomassociation.org/victoire-detape-le-parlement-europeen-resiste-a-trump-et-aux-lobbies-industriels-en-refusant-de-detruire-le-devoir-de-vigilance/>

<sup>66</sup> [https://www.instagram.com/p/DQj2qL7DEOW/?hl=fr&img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/DQj2qL7DEOW/?hl=fr&img_index=1)

<sup>67</sup> Jörgen Warborn, declaration of Members'attendance pursuant to an invitation at events organised by third parties, 2025, [https://www.europarl.europa.eu/erpl-app-public/mep-documents/DAT/10/10f23d69-a68f-45ae-854a-7836f48bfed3\\_1762854840457.pdf](https://www.europarl.europa.eu/erpl-app-public/mep-documents/DAT/10/10f23d69-a68f-45ae-854a-7836f48bfed3_1762854840457.pdf)

<sup>68</sup> DUA Forum 2025, Programme outline, 2025, [https://www.europarl.europa.eu/erpl-app-public/mep-documents/DAT/attachments/10/0869ac69-6946-4c75-af04-6e1fb5e4c-faf\\_1762854840625.pdf](https://www.europarl.europa.eu/erpl-app-public/mep-documents/DAT/attachments/10/0869ac69-6946-4c75-af04-6e1fb5e4c-faf_1762854840625.pdf)

## La Heritage Foundation contre le devoir de vigilance

La rencontre entre Manfred Weber, Jürgen Warborn et les membres de la Heritage Foundation à Washington en décembre 2024, puis la participation de Jürgen Warborn à une table ronde avec la présence annoncée d'un chercheur de la Heritage Foundation à Nairobi en octobre 2025, relèvent de la dystopie.

L'Heritage Foundation est en effet le think tank conservateur qui a défini, avec son « Project 2025. Mandate for Leadership »<sup>69</sup>, le programme de campagne de Donald Trump pour son second mandat. Dans les pas d'ExxonMobil, la Heritage Foundation a également fait du devoir de vigilance européen une cible à abattre :

- **En décembre 2024**, la Heritage Foundation publie un rapport qualifiant les normes relatives à la responsabilité des entreprises de « *pernicieuses* », et la législation européenne sur le devoir de vigilance de « *sérieux problème* »<sup>70</sup>.
- **Le 9 septembre 2025**, la directrice du Centre sur l'énergie, le climat et l'environnement de la Heritage Foundation, Diana Furchtgott-Roch, témoigne au Congrès américain pour dénoncer le devoir de vigilance, qui allait « *imposer des restrictions*

*environnementales draconiennes aux activités mondiales de toute grande entreprise opérant en Europe* », soulignant qu'il était « *crucial que les États-Unis restent à l'écart des politiques énergétiques désastreuses, de la désindustrialisation et des réglementations environnementales que l'UE s'est imposée à elle-même* »<sup>71</sup>.

- **Quelques jours plus tard**, la Heritage Foundation publie une note dénonçant la tentative de l'UE de « *ramener les États-Unis dans le marasme réglementaire de la conformité à l'objectif zéro émission nette* », ciblant le devoir de vigilance et les plans de transition climatiques, concluant avec aplomb, inconsciente face à la crise climatique : « *L'Europe souhaite apparemment que les États-Unis partagent le fardeau de sa croisade écologique. Tout comme les États où le salaire minimum est élevé font pression pour obtenir une augmentation du salaire minimum fédéral, Bruxelles semble vouloir exporter ses politiques de restriction énergétique outre-Atlantique. Mais les États-Unis ont déclaré leur indépendance il y a près de 250 ans : ils ne doivent pas renoncer à leur souveraineté énergétique aujourd'hui* »<sup>72</sup>.

<sup>69</sup> The Heritage Foundation. Project 2025. Mandate for leadership, 2023, [https://static.heritage.org/project2025/2025\\_MandateForLeadership\\_FULL.pdf](https://static.heritage.org/project2025/2025_MandateForLeadership_FULL.pdf)

<sup>70</sup> The Heritage Foundation, ESG, DEI, and What to Do About Them, 2024, <https://www.heritage.org/progressivism/report/esg-dei-and-what-do-about-them>

<sup>71</sup> Diana Furchtgott-Roch, Exploring the Economic Potential of the Golden Age of American Energy Dominance, Testimony before the Subcommittee on Oversight and Investigations, U.S. House Committee on Natural Resources, 2025, <https://www.congress.gov/119/meeting/house/118557/witnesses/HHRG-119-115-Wstate-Furchtgott-RochD-20250909-SD001.pdf>

<sup>72</sup> The Heritage Foundation, Net zero is crippling the EU. Now Brussels wants to export its madness globally, 2025, <https://www.heritage.org/energy/commentary/net-zero-crippling-the-eu-now-brussels-wants-export-its-madness-globally>

## Le pacte de Jörgen Warborn avec l'extrême droite

De retour à Bruxelles après ce déplacement éclair auprès de représentants politiques conservateurs kényans, allemands, ougandais, tanzaniens, britanniques, italiens, sierra léonais, américains, ghanéens, nigériens, mozambicains, malais, belges, ivoiriens ou libériens, durant lequel l'accent a de nouveau été mis sur la levée de toutes les contraintes réglementaires<sup>73</sup>, Jörgen Warborn retrouve les couloirs du Parlement européen<sup>74</sup>.

**Mais, loin de revoir sa copie, il maintient sa ligne et dépose début novembre 30 amendements à l'identique avec le groupe d'extrême droite ECR<sup>75</sup>, dans lequel siègent Marion Maréchal Le Pen et les députés de Fratelli d'Italia, du Prawo, ou du N-VA, entre autres.**

Le 10 novembre 2025, *Politico* révèle que les tractations se poursuivent malgré tout, les groupes de la « majorité von der Leyen » tentant désespérément de ramener Jörgen Warborn et la droite conservatrice à la table des négociations. **Du côté de l'extrême droite des « Patriots for Europe », l'union des droites est revendiquée : « les amendements du PPE sont nos amendements »<sup>76</sup>.**

**Le 13 novembre 2025, par 382 voix contre 249, les députés de la droite conservatrice (PPE) et de l'extrême droite européenne (ECR, PFE, ESN) votent à l'unisson pour détruire le devoir de vigilance.**

**Un vote historique, véritable déflagration et rupture dans l'histoire parlementaire européenne<sup>77</sup>, qui donne lieu à des tweets enthousiastes de la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, et du ministre américain des ressources naturelles, Doug Burgum, qui se félicitent respectivement de la campagne d'influence américaine et de la suppression des plans de transition climatique<sup>78</sup>.**

## Un déplacement à Washington durant un trilogue sous haute tension

Les négociations inter-institutionnelles entre le Parlement, le Conseil et la Commission européenne s'engagent dès lors dans un contexte de tension extrême<sup>79</sup>, la Commission et le Conseil devant déterminer lors du trilogue s'ils acceptent d'ignorer leurs lignes rouges pour s'aligner sur le mandat confié à Jörgen Warborn par une alliance de droite et d'extrême droite, notamment en ce qui concerne les plans de transition climatique.

**Mais, dans la dernière ligne droite de son propre trilogue, Jörgen Warborn s'envole une nouvelle fois... pour Washington<sup>80</sup>. Du 2 au 4 décembre, Jörgen Warborn participe en effet en tant que président de SME Global au forum annuel de l'International Democracy Union, où se retrouvent des responsables politiques conservateurs, trumpistes et d'extrême droite du monde entier, à l'instar du vice-président du groupe d'extrême droite ECR Carlo Fidanza<sup>81</sup>, la secrétaire générale du PPE Dolores Montserrat<sup>82</sup>, l'ancienne ministre de l'Intérieur de Boris Johnson**

<sup>73</sup> [https://www.instagram.com/p/DQj\\_aTmCLX3/?hl=fr](https://www.instagram.com/p/DQj_aTmCLX3/?hl=fr)

<sup>74</sup> [https://www.linkedin.com/posts/jorgenwarborn\\_thank-you-to-the-organizers-and-all-participants-activity-7390012352449949696-jS4j/](https://www.linkedin.com/posts/jorgenwarborn_thank-you-to-the-organizers-and-all-participants-activity-7390012352449949696-jS4j/)

<sup>75</sup> Parlement européen, Indicative voting list, Certain corporate sustainability reporting and due diligence requirements, 2025, [https://www.europarl.europa.eu/sedcms/voting-list/\(A10-0197\\_2025\)\\_Warborn.pdf](https://www.europarl.europa.eu/sedcms/voting-list/(A10-0197_2025)_Warborn.pdf)

<sup>76</sup> Politico, EU Parliament's centrists scramble to cut far right out of green rules plan, 2025, <https://www.politico.eu/article/european-peoples-party-european-parliament-far-right-green-rules-plan/>

<sup>77</sup> Politico, In Brussels, the far right can no longer be ignored, 2025, <https://www.politico.eu/article/european-parliament-far-right-conservatives-cordon-sanitaire/>

<sup>78</sup> Tandis que Karoline Leavitt évoquait une « US pressure campaign », <https://x.com/PressSec/status/1989056922369036770>, Doug Burgum se félicitait d'une législation qui allait encourager une « greater demand for reliable & affordable US energy », <https://x.com/secretaryburgum/status/198906235218116602?s=46>

<sup>79</sup> Politico, Red-tape cutting has become a « terrible political spectacle », EU's Ribera says, 2025, <https://www.politico.eu/article/eu-red-tape-cutting-terrible-political-spectacle-teresa-ribera-says/>

<sup>80</sup> [https://www.linkedin.com/posts/jorgenwarborn\\_during-my-visit-to-washington-for-the-idu-activity-7402305712716156928-7dvm/?utm](https://www.linkedin.com/posts/jorgenwarborn_during-my-visit-to-washington-for-the-idu-activity-7402305712716156928-7dvm/?utm)

<sup>81</sup> <https://x.com/idualliance/status/1988730110061707697?s=20>

<sup>82</sup> <https://x.com/idualliance/status/1995123021472743836?s=20>

Priti Patel<sup>83</sup>, les sénateurs américains républicains Dave McCormick<sup>84</sup>, Brian Fitzpatrick<sup>85</sup>, Don Bacon<sup>86</sup>, le gouverneur républicain du New Hampshire Chris Sununu<sup>87</sup>, ou encore l'ancien ambassadeur américain Robert O'Brien, aujourd'hui membre du President's Intelligence Advisory Board de la Maison Blanche<sup>88</sup>.

**La participation de Jörgen Warborn à cette conférence en tant que président du lobby SME Global, émanation de l'International Democracy Union, qui revendique compter « des représentants du monde des affaires venus du monde entier »<sup>89</sup>, alors qu'il est au même moment rapporteur de la directive Omnibus, témoigne de l'inanité du cadre déontologique et des législations européennes pour lutter contre les pressions et ingérences étrangères.**

**Signe que tous les voyants sont au rouge, à l'issue de ce forum, une résolution est adoptée concernant la « sécurité énergétique transatlantique et la coopération sur le GNL », concluant que « l'IDU salue le renforcement de la coopération transatlantique dans le domaine de l'énergie, illustré par le récent accord entre les États-Unis et la Grèce sur le GNL (...) La transition de l'Europe vers une énergie indépendante de la Russie doit être absolue et irréversible ; une unité crédible et une coopération solide entre les deux rives de l'Atlantique sont les garanties les plus sûres d'une énergie abordable, fiable et politiquement sûre pour les décennies à venir »<sup>90</sup>.**

## Les institutions européennes concluent le trilogue par un accord désastreux, entérinant notamment la suppression des plans de transition climatique.

Et ce au moment où la Stratégie de sécurité nationale de la Maison Blanche accueille avec un « *grand optimisme* » la montée de l'extrême droite européenne et affiche son objectif de « rétablir la domination énergétique américaine », de « rejeter les idéologies désastreuses du "changement climatique" et du "zéro net" qui ont tant nui à l'Europe », et « d'aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle »<sup>91</sup>.

Dans la nuit du 8 au 9 décembre 2025, une fois Jörgen Warborn de retour à Bruxelles, les institutions européennes concluent le trilogue par un accord désastreux, entérinant notamment la suppression des plans de transition climatique et l'obligation faite aux grandes entreprises opérant sur le marché européen de mettre en œuvre des stratégies alignées sur les objectifs de l'accord de Paris et la neutralité carbone à horizon 2050<sup>92</sup>... **faisant sauter les lignes rouges de la Commission et du Conseil sur ce pilier du Green Deal sans envisager la fin de la dépendance de l'Union au gaz américain, désormais sujet de préoccupation majeure face aux menaces de Donald Trump sur l'annexion du Groenland**<sup>93</sup>.

83 <https://x.com/idualliance/status/1993066553160417687?s=20>

84 <https://x.com/idualliance/status/1994875560263131610?s=20>

85 <https://x.com/RepBrianFitz/status/1996616490011836911?s=20>

86 <https://x.com/RepDonBacon/status/1997048076738129951?s=20>

87 <https://x.com/idualliance/status/1995657434124136472?s=20>

88 The White House, President Trump Announces the President's Intelligence Advisory Board, 2025, <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/02/president-trump-announces-the-presidents-intelligence-advisory-board/>

89 International Democracy Union, SME Global. Small Business. Big Impact. <https://idu.org/about/economics-sme-global/>

90 International Democracy Union, Resolution on Transatlantic Energy Security and LNG Cooperation, 2025, <https://idu.org/resolution-on-transatlantic-energy-security-and-lng-cooperation/>

91 The White House, National Security Strategy of the United States of America, 2025 <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

92 BLOOM, Mort du Green Deal, victoire de l'extrême droite, dissolution de la droite : la descente aux enfers de l'Union européenne, 2025, <https://bloomassociation.org/mort-du-green-deal-victoire-de-l-extreme-droite-dissolution-de-la-droite-la-descente-aux-enfers-de-lunion-europeenne/>

93 Politico, Fears grow over Europe's soaring dependence on US gas imports, 2026, <https://www.politico.eu/article/europe-soaring-dependence-us-gas-imports/>

# ÉPILOGUE : UN PARLEMENT EUROPÉEN À DÉFENDRE D'URGENCE CONTRE LES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

**Aux termes de cette chronique d'un rapporteur devenu la cible numéro un des lobbies industriels nord-américains, qui multiplie les voyages pour se rendre aux conférences d'une internationale néo-fasciste afin de discuter de l'avenir du commerce international avec les porte-paroles de l'administration Trump avant de faire alliance avec l'extrême droite européenne, les soupçons concernant le rôle de Jörgen Warborn dans l'ingérence étrangère américaine sont nombreux.**

En tant que président des lobbies SME Europe et SME Global, **Jörgen Warborn s'est également placé en situation de conflit d'intérêts**, le Tribunal de l'Union européenne précisant que la notion de conflit d'intérêts couvre les situations dans lesquelles les intérêts privés d'un parlementaire peuvent, « *aux yeux du public, paraître influencer sur un exercice impartial et objectif des fonctions officielles* »<sup>94</sup>.

Après le Qatargate, un scandale de corruption qui avait secoué Bruxelles en décembre 2022, le Parlement européen avait pris une série de mesures en promettant de mettre fin aux risques d'ingérence étrangère et de conflit d'intérêts. De toute évidence, c'est un échec.

## Une transparence de façade

Si les règles de transparence en vigueur au Parlement européen sont censées permettre d'avoir accès à toutes les « *réunions relatives aux activités parlementaires programmées* » avec des représentants d'intérêts et représentants des autorités publiques de pays tiers<sup>95</sup>, **les zones d'ombre concernant l'activité parlementaire de Jörgen Warborn sont vastes :**

- Quelle a été la teneur des échanges, des recommandations et de la correspondance entretenue entre Jörgen Warborn et les entreprises et lobbies au cours de l'année 2025, notamment en ce qui concerne la « *Competitiveness Roundtable* » et les Chambres américaines de commerce ?
- Quels membres de l'administration Trump, quels sénateurs et élus américains, quelles entreprises et quels lobbies Jörgen Warborn et Manfred Weber ont-ils rencontré à Bruxelles, Nairobi ou Washington lors des International Democracy Union Forums, ou dans le cadre de la délégation parlementaire ad hoc ?
- Quelle a été la teneur des échanges et de la correspondance entre Jörgen Warborn et les représentants d'intérêts, élus républicains, membres de l'administration Trump ou de la Heritage Foundation depuis décembre 2024 ?
- Qui a financé les vols et l'hébergement de Jörgen Warborn à Washington pour les forums de l'International Democracy Union en décembre 2024 et décembre 2025 ?

<sup>94</sup> Tribunal de l'Union européenne, Dennekamp/Parlement, aff. T-115/13, point 106, <https://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=165829&pageIndex=0&doclang=EN&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=7358553>

<sup>95</sup> Parlement européen, code de conduite des députés au parlement européen en Matière d'intégrité et de transparence, [https://www.europarl.europa.eu/pdf/meps/Code\\_of\\_Conduct\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/pdf/meps/Code_of_Conduct_FR.pdf)

- Jörgen Warborn a-t-il participé aux débats autour de l'adoption de la résolution du 5 décembre 2025 concernant la coopération transatlantique sur le gaz naturel liquéfié ? Des échanges ont-ils eu lieu à Washington en décembre 2025 à ce propos avec des membres du Parlement européen ?
- Quelles sont les sources de financement de SME Global et SME Europe, que préside Jörgen Warborn ? Quelles sont les fonctions et engagements pris par Jörgen Warborn en tant que président de SME Europe, enregistré comme représentant d'intérêts au registre de transparence de l'Union européenne, et a fortiori en tant que président de SME Global, lobby émanant directement de l'International Democracy Union ?

**Au-delà de Jörgen Warborn, ce sont les craintes sur les liens et allégeances de la droite conservatrice européenne avec l'administration Trump et l'extrême droite européenne qui se multiplient, jetant le doute sur l'ensemble des processus législatifs européens.**

## Les liaisons dangereuses de la droite conservatrice avec l'administration Trump et les lobbies américains

En l'espace de quinze jours, entre le 9 et le 26 janvier 2026, l'Union européenne voit Jörgen Warborn et la vice-présidente de la droite conservatrice européenne Željana Zovko refuser de suspendre les négociations commerciales avec les États-Unis face au risque d'annexion du Groenland<sup>96</sup>, puis Manfred Weber annoncer un changement de doctrine suite aux nouvelles menaces douanières de Donald Trump concernant le Groenland<sup>97</sup>, ensuite Roberta Metsola déclarer, à la surprise générale, vouloir relancer le processus parlementaire suite à la levée des menaces de nouveaux droits de douane par Donald Trump à Davos<sup>98</sup>, et enfin Jörgen Warborn revenir

à la charge pour « aller de l'avant », ceci étant « mieux pour les entreprises de créer davantage de stabilité »<sup>99</sup>.

**Cette séquence n'est que la dernière illustration de la vassalisation de la droite conservatrice à Donald Trump, et de son incapacité à tenir dans la durée une politique de fermeté face aux coups de boutoir de la Maison Blanche ou à tracer une ligne rouge face à une campagne d'ingérence étrangère.**

Ainsi, Roberta Metsola multiplie, tout au long de l'année 2025, les voyages aux États-Unis et les rencontres avec la Chambre américaine de commerce<sup>100</sup>. Dans cette lignée, Roberta Metsola participe le 12 juin 2025 au Gala annuel de la Chambre américaine de commerce auprès de l'UE, sponsorisé par Amazon et ExxonMobil<sup>101</sup>, y engageant la conversation avec le président d'ExxonMobil Europe<sup>102</sup>.

**Sans émettre la moindre critique à l'égard de la campagne d'ingérence américaine, sans jamais prendre la défense du droit européen en vigueur, Roberta Metsola s'y fait la fervente avocate de la vague de dérégulation engagée à Bruxelles :**

*« L'Europe est ouverte au business. Le Parlement européen simplifie, nous consolidons et nous travaillons pour que notre économie transatlantique devienne encore plus forte (...) L'année dernière, le PDG d'une grande entreprise de télécommunications européenne m'a dit que la grande majorité des réunions de son conseil d'administration étaient consacrées à la conformité, ce qui, à mon avis, n'est pas viable. C'est pourquoi (...) nous voulons que cette législature se concentre sur le renforcement de la compétitivité de l'Europe, sur la construction d'une Europe flexible, agile, capable de s'adapter, qui n'a pas peur de changer ou même de changer de cap si nécessaire (...) donc, en fin de compte, j'aimerais voir une Europe où la bureaucratie est réduite »<sup>103</sup>.*

<sup>96</sup> Politico, EU Parliament eyes freezing US trade deal over Trump's Greenland threats, 2026, <https://www.politico.eu/article/eu-parliament-eyes-freezing-us-trade-deal-over-donald-trump-greenland-threats/>

<sup>97</sup> Politico, EU-US trade deal 'on hold' after new Trump tariffs, 2026, <https://www.politico.eu/article/eu-us-trade-deal-on-hold-after-new-trump-tariffs/>

<sup>98</sup> Politico, Brussels Playbook, Onto the next crisis, 2026, <https://www.politico.eu/newsletter/brussels-playbook/onto-the-next-crisis/>

<sup>99</sup> Politico, EU Parliament delays decision to unfreeze US trade deal, 2026, <https://www.politico.eu/article/eu-parliament-delays-decision-unfreeze-us-trade-deal/>

<sup>100</sup> Council on Foreign Relations, A Conversation With European Parliament President Roberta Metsola, 2025, <https://www.cfr.org/event/conversation-european-parliament-president-roberta-metsola>

<sup>101</sup> AmCham EU, Annual Gala 2025, 2025, <https://www.amchameu.eu/events/gala-2025>

<sup>102</sup> SOMO, How Big Oil kills sustainability and climate legislation, 2025, <https://www.somo.nl/how-big-oil-kills-sustainability-and-climate-legislation/>

<sup>103</sup> Parlement européen, Annual Gala 2025 of the American Chamber of Commerce to the European Union: keynote speech by Roberta METSOLA, EP President, 2025, <https://multimedia.europarl.europa.eu/fr/video/annual-gala-2025-of-the-american-chamber-of-commerce-to-the-european-union-keynote-speech-by-roberta-metsola-ep-president-1273251>

**Et de poursuivre en louant les nouveaux équilibres politiques dans un Parlement prétendument « plus rapide, plus décisif, plus efficace », et en se félicitant de la destruction en cours du devoir de vigilance, présenté comme « irréalisable et impraticable » :**

*« Il y a exactement un an, les électeurs ont élu un Parlement très nouveau, très différent. Nous avons procédé à des réformes, nous sommes beaucoup plus rapides, plus décisifs et plus efficaces. Vous avez vu, j'espère, à quelle vitesse nous avons pu reporter certaines exigences en matière de reporting d'entreprise et de développement durable. (...) Quelles sont les prochaines étapes ? Nos prochaines étapes consistent désormais à simplifier davantage la CSRD et la CSDDD. (...) Beaucoup d'entre vous nous l'ont dit, et nous l'avons entendu, nous n'avons pas le choix, nous avons entendu que ces deux textes législatifs sont, dans une large mesure, irréalisables et impraticables. (...) Si notre continent n'est pas capable de faire tomber les barrières plutôt que d'en ériger de nouvelles, d'apporter des solutions et de ne pas faire partie du problème, alors nous ne faisons pas bien notre travail. Cela m'a été rappelé cette semaine lors des réunions que j'ai eues avec la Chambre de commerce américaine et la Bourse de New York »<sup>104</sup>.*

Le tout avant de conclure, dans un discours pro-business assumé, que « le meilleur est à venir ».

Ce discours, en forme de reddition face à la pression des lobbies industriels et de l'administration Trump, témoigne d'une volonté inébranlable de la Présidente du Parlement européen de torpiller le devoir de vigilance pour gagner le soutien de la Chambre américaine de commerce. **Le 23 octobre, au lendemain du vote du Parlement européen refusant d'accorder à Jörgen Warborn un mandat de négociation fondé sur le chantage, Roberta Metsola poursuit sur cette lancée au Conseil de l'Union européenne,**

**préparant le terrain à une future union des droites afin d'anéantir le devoir de vigilance, en expliquant que « les majorités sont toujours plus fortes lorsqu'elles partent du centre, car nous pensons que c'est ainsi que l'Europe peut progresser. Mais si cela n'est pas possible, le Parlement doit agir, quoi qu'il arrive »<sup>105</sup>.**

Une déclaration inédite de la part de la présidence du Parlement européen, signe de la perte de tout repère éthique et de toute boussole politique au sein de la droite conservatrice, trois jours après l'envoi par les États-Unis et le Qatar d'un courrier aux Vingt-Sept pour demander l'abrogation du devoir de vigilance<sup>106</sup>.

Quelques semaines plus tard, c'est au tour de la vice-présidente espagnole de la droite conservatrice, Dolors Montserrat, de faire une déclaration du même acabit. **Présente au forum de l'International Democracy Forum de décembre 2025, aux côtés de Jörgen Warborn, Dolors Montserrat publie depuis Washington un message sur Instagram pour expliquer avoir été « félicitée par l'administration américaine pour avoir réussi à faire adopter la législation Omnibus » :**

*« Retour en Europe avec trois choses à l'esprit : premièrement, nous devons maintenir notre coopération transatlantique, car l'Union européenne et les États-Unis sont partenaires et alliés. Deuxièmement, réduisons les formalités administratives, moins de bureaucratie pour nos PME, nos entrepreneurs et notre industrie. Et je dois vous dire qu'ici, l'administration américaine nous félicite pour avoir réussi à faire adopter la législation Omnibus. Pourquoi ? Parce que l'Europe peut être et sera plus compétitive avec moins de bureaucratie. Et troisièmement, nos valeurs et principes chrétiens doivent nous guider à travers l'Union européenne et les États-Unis »<sup>107</sup>.*

<sup>104</sup> Ibid

<sup>105</sup> Parlement européen, Parliament will deliver - President Metsola to EU leaders, 2025, <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20251023IPR31092/parliament-will-deliver-president-metsola-to-eu-leaders>

<sup>106</sup> US Department of Energy, Minister of State for Energy Affairs, An open letter to the Heads of State of European Union (EU) Member States, 2025, <https://www.energy.gov/sites/default/files/2025-10/USA-Qatar-Joint-Letter.pdf>

<sup>107</sup> [https://www.instagram.com/dolorsmontserrat\\_/reel/DR6mrHYjOgs/](https://www.instagram.com/dolorsmontserrat_/reel/DR6mrHYjOgs/)

Son de cloche similaire de la part de Manfred Weber qui, le 15 janvier 2026, en pleine crise sur le Groenland, ne voit pas dans l'union des droites réalisée sur l'Omnibus une faute historique, mais plutôt une dynamique à poursuivre, enjoignant la droite libérale et les socialistes à se ranger sans broncher derrière la droite conservatrice pour travailler avec Fratelli d'Italia et le groupe d'extrême droite ECR<sup>108</sup>. **Reprochant aux libéraux un « discours idéologique », Manfred Weber se fait alors l'avocat de Giorgia Meloni, « prêt à faire des compromis ». Un discours de normalisation de l'extrême droite dangereux, qui passe sous silence l'engagement de Fratelli d'Italia et d'ECR au sein de la nébuleuse trumpiste et néo-fasciste, ECR ayant refusé de condamner les sanctions américaines à l'encontre de l'ancien Commissaire européen Thierry Breton<sup>109</sup>, et organisant des colloques au Parlement européen avec l'extrême droite de Patriots for Europe... à l'instar d'un colloque sur la « liberté d'expression » ces 2 et 3 février 2026, financé par le Fidesz de Viktor Orban, la Heritage Foundation et la Tholos Foundation, entre autres, pour faire admettre dans l'espace public des discours aujourd'hui qualifiés d'« extrémistes » et d'« appels à la haine »<sup>110</sup>.**

**Face à la pression des entreprises nord-américaines et de l'administration Trump, le Parlement européen doit procéder à une révision de grande ampleur de ses règles internes. Sans quoi le pire est à craindre, des conflits d'intérêts et trafics d'influence aux ingérences étrangères, alors que le train des Omnibus continue de déferler à Bruxelles sous la pression constante des lobbies industriels<sup>111</sup>.**

## L'urgence d'une refonte des règles sur l'encadrement du lobbying et des ingérences étrangères

Dans un des traités les plus ratifiés de l'histoire des Nations Unies, la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, adoptée en 2003, les États ont « reconnu la nécessité d'être vigilants face aux efforts éventuels de l'industrie du tabac visant à saper ou dénaturer les efforts de lutte antitabac », et ont établi que les gouvernements doivent limiter les contacts avec l'industrie du tabac au strict minimum, disposant que « en définissant et en appliquant leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties veillent à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale »<sup>112</sup>.

Par ailleurs, à la suite du Qatargate, l'Observatoire de l'éthique publique et Transparency International ont émis une série de propositions sur la corruption, les conflits d'intérêts et le cumul des mandats, afin de protéger la démocratie européenne du trafic d'influence, de la corruption, des conflits d'intérêts et des ingérences étrangères<sup>113</sup>.

**Dans cette perspective, BLOOM appelle le Parlement européen à engager divers travaux.**

<sup>108</sup> Politico, Europe shifted right — it's time centrists do too, says Manfred Weber, 2026, <https://www.politico.eu/article/europe-manfred-weber-ep-renew-giorgia-meloni/>

<sup>109</sup> Politico, EU Parliament backs Thierry Breton in free speech spat with Washington, 2026, <https://www.politico.eu/article/eu-parliament-condemns-us-washington-travel-ban-breton-free-speech-visa/>

<sup>110</sup> Political Network for Values, Free speech vs Regulated speech, 2026, <https://politicalnetworkforvalues.org/en/what-we-do/transatlantic-summit/brussels-2026/>

<sup>111</sup> Business Europe, The BusinessEurope Omnibook to reduce regulatory burdens, 2026, <https://www.bussinesseurope.eu/publications/the-bussinesseurope-omnibook-to-reduce-regulatory-burdens/>

<sup>112</sup> Nations Unies, Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, 2003, [https://treaties.un.org/pages/viewdetails.aspx?src=treaty&mtdsg\\_no=ix-4&chapter=9&clang=fr](https://treaties.un.org/pages/viewdetails.aspx?src=treaty&mtdsg_no=ix-4&chapter=9&clang=fr)

<sup>113</sup> Observatoire de l'éthique publique, Un an après le Qatargate, comment mieux protéger l'Union européenne contre les conflits d'intérêts et la corruption ? Livre blanc de l'Observatoire de l'Éthique Publique, 2023, <https://www.observatoireethiquepublique.com/nos-propositions/livres-blancs/un-an-apres-le-qatargate-comment-mieux-protger-lunion-europeenne-contre-les-conflits-dinterets-et-la-corruption.html>, Transparency International, Position de Transparency International UE sur le scandale de corruption au Parlement européen, 2022, <https://transparency-france.org/2022/12/12/position-de-transparency-international-ue-sur-le-scandale-de-corruption-au-parlement-europeen/>, Transparency International, Activités annexes : la plaie du parlement européen, 2024, <https://transparency-france.org/2024/05/23/analyse-activites-annexes-la-plaie-de-du-parlement-europeen/>

## 1 Dans une optique de transparence et de régulation du lobbying :

- **Créer un organe européen unique** et indépendant chargé du respect de l'ensemble des règles liées à l'intégrité des responsables publics européens (conflits d'intérêts, respect des obligations de transparence...), doté d'un pouvoir d'initiative en matière d'enquête et de pouvoirs de sanction.
- **Interdire les réunions à huis clos** entre parlementaires et représentants d'intérêts afin que toutes ces rencontres fassent l'objet d'auditions publiques.
- **Imposer une transparence complète** sur la correspondance et les documents échangés entre parlementaires et représentants d'intérêts.
- **Faire appliquer l'article 7** du code de conduite des députés au Parlement européen afin que soit, enfin, respectée l'obligation de publication en ligne de toutes les réunions entre parlementaires et représentants d'intérêts.

## 2 Dans une optique de lutte contre le dérèglement climatique :

- **Protéger la démocratie européenne** de l'influence des entreprises fossiles en interdisant aux majors pétrolières et gazières d'influencer les politiques européennes, sur le modèle de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

## 3 Dans une optique de transparence et de lutte contre les ingérences étrangères :

- **Ouvrir une commission d'enquête** pour faire toute la lumière sur la campagne d'ingérence de l'administration Trump au sein du Parlement européen.
- **Faire appliquer l'article 7** du code de conduite des députés au Parlement européen afin que soit, enfin, respectée l'obligation de publication en ligne de toutes les réunions entre parlementaires et « *représentants des autorités publiques de pays tiers, y compris leurs missions diplomatiques et ambassades* »<sup>114</sup>.

- **Imposer une transparence complète** sur la teneur des discussions, la correspondance et les documents échangés entre parlementaires et représentants des autorités publiques ou élus non-européens.
- **Interdire** aux rapporteurs et shadow rapporteurs du Parlement européen de voyager hors de l'UE pour participer à des rencontres à caractère institutionnel, diplomatique ou politique en dehors d'une délégation transpartisane.
- **Protéger** les rapporteurs et shadow rapporteurs du Parlement européen des ingérences étrangères par une formation à la cybersécurité et aux risques d'ingérence.

## 4 Dans une optique de prévention des risques de conflit d'intérêts :

- **Interdire** aux parlementaires européens le cumul avec toute activité professionnelle parallèle nouvelle.
- **Interdire** aux parlementaires tout mandat de représentation et activité professionnelle au sein d'une organisation enregistrée au registre de transparence de l'Union européenne et/ou ayant vocation à influencer les processus décisionnels européens.

## 5 Dans une optique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption :

- **Étendre la compétence du Parquet européen aux atteintes** aux intérêts démocratiques de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne les atteintes à l'intégrité des parlementaires et agents publics de l'Union européenne.

→ Il y a urgence.



## CONTACT

→ **Swann BOMMIER**  
swannbommier@bloomassociation.org

-  
Février 2026

